

RETROUVER L'ÉQUILIBRE : EXTRÉMISME VIOLENT ET RELATIONS COMMUNAUTAIRES À LA FRONTIÈRE ENTRE LE NIGER ET LE MALI

RAHMANE IDRISSE *



À la frontière entre le Niger et le Mali, une certaine violence marginale a longtemps régi les relations sociales et économiques, tant entre les communautés qu'en leur sein. Il s'agissait surtout d'une violence non étatique, même si les gens étaient également victimes de violences commises par les agents de sécurité de l'État, peut-être surtout du côté malien de la frontière¹. Cette violence et les perceptions d'injustice et d'insécurité auxquelles elle était liée engendrèrent sans surprise des sentiments « radicaux » contre l'État, considéré comme responsabilité ultime et acteur incontournable. Le fait que, pendant de nombreuses années, ces sentiments ne menèrent pas à la violence extrémiste ne signifie pas qu'ils n'existaient pas, mais plutôt que les mécanismes d'équilibre à l'œuvre réussirent à maintenir l'influence de sentiments plus modérés. Cet article a pour objectif d'essayer de comprendre ce qui constituait cet équilibre, ce qu'il en reste aujourd'hui et où il a mené les communautés des régions frontalières ainsi que l'État du Niger, qui sont maintenant confrontés à la colère de l'extrémisme violent. Cette étude ne tente pas d'aborder de manière exhaustive ces trois grandes

* CENTRE D'ÉTUDES AFRICAINES (ASC), UNIVERSITÉ DE LEYDE, PAYS-BAS.

¹ Cette région du Mali est loin du centre de l'État, dans lequel elle est moins intégrée que les régions du sud-ouest.

questions. Beaucoup d'informations pertinentes, notamment sur les chronologies et les circonstances réelles des événements clés, sont encore trop difficiles, voire impossibles à collecter dans les conditions actuelles. Une approche empirique partielle a été adoptée. Elle se base essentiellement sur une enquête menée sur les attitudes et les perceptions. On a collecté des données par le biais d'entretiens et de questionnaires administrés lors d'un travail de terrain dans deux des trois principaux « points chauds » de la zone de conflit, c'est-à-dire les départements d'Ayorou et d'Abala (la troisième localité, Bani-Bangou, a été jugée trop dangereuse pour la recherche de terrain). Ces données primaires sont contextualisées par le biais de recherches documentaires et d'entretiens avec des personnes ressources.

Cet article est divisé en trois sections principales : un rappel de l'équilibre tel qu'il existait dans les régions frontalières et qui permet de décrire le contexte général de la recherche, une présentation et une analyse des résultats de la recherche, tels qu'ils se rapportent à la situation actuelle ; et une présentation de l'étude qui inscrit l'analyse dans un contexte plus large, d'ordre à la fois historique et structurel.

152

Contexte : un équilibre toujours plus précaire

La frontière entre le Niger et le Mali est caractérisée par un contexte social complexe au passé agité. Sur le plan écologique, la région fait partie de la zone de transition agropastorale qui s'étend entre le Sahel et le Sahara. Les populations agricoles sont les Songhays à Ayorou, les Zarmas à Bani-Bangou et les Haoussas à Abala. Ces localités, qui sont aujourd'hui de petites villes, ont été fondées par ces peuples agricoles. Si Ayorou est une très ancienne localité – se fut l'asile de Sonni Barou, empereur songhay renversé en 1493 par un de ses généraux, l'Askia Mohammed – Bani-Bangou et Abala sont assez récentes et ont une histoire différente. Toutes deux sont nées lors du processus de colonisation des terres en faveur de l'agriculture, favorisé par le régime colonial, dans les années 1930. De façon caractéristique, Bani-Bangou signifie « le bon étang » (en zarma) et Abala vient d'un mot touareg qui veut dire « bouillonnement » (de l'eau), ce qui indique que les agriculteurs trouvèrent des aquifères propices à leur activité dans un environnement très aride. Les deux localités devinrent des

points d'ancrage pour l'administration territoriale qui en garantit la sécurité et apporta les aménagements nécessaires à un marché. Elles attirèrent alors des communautés satellites dans de petites localités qui étaient souvent, mais pas exclusivement, habitées par les communautés pastorales, c'est-à-dire les Touaregs et les Peuls. En 1964, Abala et Bani-Bangou furent élevées au rang de « poste administratif », c'est-à-dire l'échelon le plus bas de l'administration territoriale du Niger indépendant. En 2011, elles étaient toutes deux devenues des départements, le deuxième échelon le plus élevé. Dans la foulée de l'expansion de leur occupation des terres, les communautés agricoles mirent également en place des leaderships communautaires qui administraient l'utilisation et la propriété des terres selon les lois coutumières. Ces dirigeants furent intégrés à l'administration publique et devinrent ainsi le premier mécanisme permettant d'assurer l'équilibre dans les districts. Cette intégration n'a été longtemps que semi-formelle. Cependant, les « chefs traditionnels » devinrent des agents officiels de l'administration territoriale lors des réformes du début des années 2010².

La technique de l'administration par le biais des chefs traditionnels a été et est encore largement employée pour faire face aux tensions qui se manifestèrent rapidement dans la région frontalière. Avant le colonialisme, la région était sous l'hégémonie de groupes touaregs qui s'y étaient installés à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle et qui, sous la menace de la violence, imposaient des prélèvements aux agriculteurs. Mais lors de l'époque coloniale et même après, la colonisation des terres agricoles par les Zarmas et les Haoussas fut soutenue par un État avide d'impôts (pendant le colonialisme et la Première République [1960-1974]) ou focalisé sur les rendements agricoles (dans le cadre de la politique d'« autosuffisance alimentaire » du régime militaire [1974-1991]). Afin d'apaiser les tensions et les conflits engendrés par ce processus, l'une des réponses de l'État pour maintenir l'équilibre fut d'intégrer également des dirigeants traditionnels de groupes d'éleveurs. De cette façon, les territoires devinrent un réseau complexe de chefferies de canton et de village (chefs des groupes agricoles) et de chefferies de groupement et de tribu (chefs des groupes d'éleveurs), chacune ayant, selon différents fondements, diverses

² Voir la bibliographie pour ce qui concerne les sources sur ces régions et sur les chefs.

revendications sur des portions de terres variées. Ces dirigeants travaillent désormais en collaboration avec les représentants locaux de l'administration territoriale, les préfets, pour désamorcer ou gérer les conflits. Cependant, des violences meurtrières éclatèrent parfois (et éclatent encore) et constituèrent un problème pour toute la zone agropastorale du Niger où le partage de l'espace entre agriculture et élevage est source de querelles. Au début des années 2010, il existait officiellement 943 couloirs et voies de transit pour la transhumance du bétail sur le territoire national (Rhissa, 2010), mais bon nombre de ces itinéraires ne sont pas acceptés par les agriculteurs et il est difficile de les faire respecter. De ce fait, les itinéraires se transforment parfois en champs de bataille.

Jusqu'en 1991, il existait un certain équilibre. La violence n'était pas complètement évitée, mais elle était limitée, et de façon générale la résolution pacifique des conflits était le mot d'ordre. Avec le recul, cette période, bien qu'elle n'ait pas été sans problèmes, est considérée aujourd'hui comme un âge d'or par des acteurs aussi différents que les chefs traditionnels et les ex-miliciens peuls. Avec la transition démocratique des années 1990, la vie politique nigérienne changea considérablement dans un contexte de crise économique aigüe. Il en résulta un affaiblissement général de l'autorité de l'État, assorti de crises gouvernementales (dont deux coups d'État en 1996 et 1999). De plus, pendant la moitié de la décennie, des groupes touaregs se rebellèrent de part et d'autre de la frontière entre le Mali et le Niger, attaquant des États assaillis de difficulté. Dans ce contexte préoccupant, vers la fin de la décennie, une violente querelle éclata de part et d'autre de la frontière entre éleveurs peuls et touaregs (Daoussahak). Ce conflit fut négligé par les deux États (Niger et Mali), qui considéraient les rébellions touarègues comme une question plus urgente et plus importante, alors même que les habitants de la région frontalière voyaient la violence locale comme un épiphénomène de ces rébellions³. Après la fin des rébellions (1996-1998), la lutte entre éleveurs fut davantage prise au sérieux. Elle avait entraîné l'embrigadement des hommes dans des milices armées et créé une dangereuse

³ Un élu local d'Ayorou a fait allusion, au cours d'un entretien, à un consensus de communautés résidentes sur le fait qu'en raison de la rébellion des années 1990, les bandes armées touarègues ont été encouragées à piller le bétail des autres communautés, dès le milieu des années 1990.

demande d'armes à feu. En 1999, puis de nouveau à la fin des années 2000, les autorités gouvernementales (surtout du côté nigérien) organisèrent des forums de négociation de la paix qui, bien qu'ils aboutirent à des accords généraux, furent à chaque fois difficile à faire respecter. Le dernier en date, organisé en 2011 par le Premier ministre nigérien Brigi Rafini, fïoua de malchance, car il fut négocié juste avant que la guerre n'éclate dans le nord du Mali.

Dans les années 2000, un fait nouveau apparut sur l'ensemble du territoire nigérien, à savoir, l'apparition d'autorités locales élues dans le cadre d'un processus de décentralisation. Dans le régime démocratique nigérien, ces nouvelles autorités constituèrent dès lors les seuls dirigeants locaux (en théorie), étant donné que les autorités traditionnelles sont un segment de l'administration territoriale. Mais cette conception apolitique de l'autorité traditionnelle a toujours été une sorte de fiction. Afin d'affirmer leur pouvoir et conserver leurs privilèges, les chefs traditionnels ont dû s'appuyer sur une forme de légitimité politique tirée de l'autorité des « coutumes et traditions » et de l'héritage du sang. Cette volonté de représenter et de diriger les communautés locales par la voie de la tradition entre en contradiction avec celle des élus locaux qui prétendent jouer le même rôle par la voie de la démocratie. Les chefs traditionnels doivent en fin de compte leur position au soutien de l'État, mais ils forment également un groupe d'intérêt puissant qui a réussi à maintenir le contrôle sur des sujets cruciaux tels que la propriété et l'exploitation des terres. Pour conserver cette position, ils doivent rivaliser d'influence avec les élus locaux. Mais à un autre niveau, ils sont exposés à la manipulation du gouvernement central et de puissants politiciens de la capitale⁴. Tout cela crée un certain nombre de problèmes politiques qui remettent en question la pertinence du chef comme mécanisme institutionnel pour maintenir l'équilibre de la paix dans les zones rurales du Niger.

En août 2013, dans un contexte où la violence avait envahi les régions voisines du Mali, au nord, un forum fut organisé à Bani-Bangou par une organisation non gouvernementale, le Réseau nigérien pour la gestion non-violente des conflits. Un bilan fut dressé sur les différents problèmes non résolus qui attisaient la violence.

⁴ Pour plus de détails sur les chefs dans une zone agropastorale, voir A. Mohamadou, 2010. Sur les chefs dans la zone de conflit, voir R. Idrissa, « Niger » dans Fr. Molenaar *et al.*, 2019.

La source habituelle de la violence, les griefs des agriculteurs et des éleveurs, fut dûment identifiée, mais des problèmes plus récents et plus inquiétants le furent également, à savoir la prévalence des armes à feu et la consommation de drogues. De plus, les camps de réfugiés maliens furent considérés par beaucoup comme abritant des éléments potentiellement dangereux⁵. Par rapport à d'autres régions agropastorales du Niger, où les griefs menant au conflit entre agriculteurs et éleveurs existaient également et n'étaient pas moins graves qu'ici, la différence notable était en effet que ces trois éléments étaient presque (armes et drogues) ou totalement (camps de réfugiés maliens) absents ailleurs. Mais au moment où le forum fut organisé, la violence qu'il avait pour but d'empêcher était déjà en passe de devenir endémique et l'équilibre précaire ne cessait de se dégrader.

Situation de la violence

156

Depuis 2013, la violence est devenue endémique dans la région frontalière. Les extrémistes armés ont pour cible l'État, ce qui inclut non seulement les forces armées, mais aussi ceux qui sont considérés comme ses alliés, notamment les chefs traditionnels ; ils se livrent également à une violence « punitive » meurtrière contre ceux qui refusent de suivre leurs règles, notamment le paiement d'une « taxe ». Par ailleurs, les actes criminels violents ont augmenté, sous forme de vols à main armée du bétail et de déplacements forcés de personnes (entraînant parfois la mort), semble-t-il dans le but d'une résolution violente de conflits autour de l'accès aux ressources naturelles (champs, pâturages, plans d'eau). Mais si j'ai souligné, dans la section précédente, la précarité de l'équilibre qui a longtemps maintenu la paix (mais pas une tranquillité totale) dans la région, surtout avant les années 1990, il convient également de souligner que les communautés résidentes sont interdépendantes en ce qui concerne leur sécurité et leurs moyens de subsistance.

L'argument général de la recherche est en fait que si les tensions liées aux ressources naturelles constituent un facteur de frustration

⁵ *Niger24.org*, « Forum de Banibangou : Prévenir et gérer les conflits grâce au dialogue intercommunautaire », <<http://news.aniamey.com/h/3757.html>>. Les réponses aux entretiens font également ressortir ces problèmes. Pour ce qui est des réfugiés suspects, cette perception concerne les « Arabes » en particulier. J'y reviendrai dans la section suivante.

qui peut mener à la violence et au conflit, l'interdépendance économique est un facteur de modération qui tend à conduire à une résolution non violente des tensions. Cependant, ce second résultat dépend beaucoup des initiatives et des politiques adoptées au niveau de l'État. Et cet argument est quelquefois mis à mal par différents problèmes sociopolitiques, dont certains parfois très sérieux, comme nous le verrons dans la deuxième section de cet article.

La recherche menée a permis de tester cet argument en appliquant deux méthodes différentes de collecte de données. Tout d'abord, j'ai cherché à comprendre le climat de violence au travers d'entretiens conduits auprès d'acteurs locaux, principalement des élus locaux, des agents de l'administration territoriale, des militants d'ONG, des chefs et des personnes qui leur sont proches. Ces entretiens furent construits à partir de leur perception des origines et de l'évolution future de la situation de violence. Ensuite, j'ai mené une brève enquête sur les relations intercommunautaires et la perception de l'État par les communautés à Ayorou et Abala, auprès de 200 personnes au total. J'ai sondé leurs opinions concernant « l'État de service » (justice, santé, éducation), dont la gouvernance de l'État tire une grande partie de sa légitimité. J'ai également posé indirectement des questions sur les performances de la force de sécurité publique la plus proche de la population locale, la gendarmerie. Cette section présente et commente certains des résultats de la recherche.

157

« Psychose », méfiance et un peu d'espoir

On peut résumer par les trois tendances qui donnent son titre à cette sous-section les sentiments prédominants, dans la région, sur la situation violente. Je les explore à tour de rôle, en commençant par la « psychose ».

Le mot « psychose » est devenu un raccourci permettant de décrire la réaction du public face à la situation ou au climat de violence dans la région. Le terme fait référence à un sentiment de peur généralisé, l'impression d'insécurité, d'une menace dans le brouillard, presque comme dans un film d'horreur. À Bani-Bangou, où le niveau de psychose semble le plus élevé, même les chercheurs de bonne foi en possession des documents habituels sont suspectés d'être des agresseurs potentiels. Il en est ainsi du fait d'un manque de vision claire sur la provenance des attaques, l'identité des

agresseurs ou la raison pour laquelle ils font ce qu'ils font. Lors de précédents épisodes de violence, il était assez aisé de savoir qui avait attaqué qui, pourquoi et à la suite de quels affrontements. Il y a beaucoup de récits oraux sur les querelles locales, qui ont souvent été racontées par les personnes interrogées et qui remontent aux années 1970 (peut-être parce que c'était l'époque traumatisante de la grande sécheresse du Sahel). Cette violence passée était essentiellement alimentée par les agriculteurs qui protégeaient leurs champs et leurs jardins contre les déprédations du bétail, par les éleveurs qui défendaient leur accès aux pâturages et par des groupes de différentes communautés, ou parfois de la même, qui s'affrontaient autour de revendications foncières. Il y avait un type de violence apparemment plus gratuite venant de groupes touaregs qui se livraient à la « razzia », c'est-à-dire au pillage du bétail appartenant à toutes les autres communautés. On y revient dans la section suivante. La violence actuelle semble plus mystérieuse. En fait, le mot « mystification » a été utilisé par une personne interrogée pour faire allusion à ce qu'elle pense être une façon délibérée, de la part des criminels, de semer la confusion. Un autre effet de la « psychose » est la diminution des déplacements. Puisque l'on ne peut pas savoir où et quand les agresseurs vont frapper, on se déplace le moins possible, comme l'a indiqué une personne interrogée : « Avant, dans les années 1980, les éleveurs se rendaient à Tasara [à plus de 400 km de là] pour abreuver leur bétail en pleine nuit. Aujourd'hui, on hésite à se rendre à Firgoun en plein jour, alors que ce n'est qu'à 8 km. »

La psychose engendre une sorte de méfiance généralisée. Cette question de la méfiance est revenue dans tous les entretiens. Il était possible de déceler une logique récurrente dans le fait que les personnes interrogées corrélaient la hausse de la méfiance avec l'arrivée d'étrangers, non seulement des réfugiés du Mali (« des gens que nous ne connaissons pas »), mais aussi des commerçants arabes, qui sont itinérants, ont leurs bases au Mali et peuvent être considérés comme partageant la même culture que les leaders arabophones du djihadisme nord-africain. (On les tient également pour responsables du trafic de stupéfiants). Mais la méfiance est généralisée et ne montre aucune caractéristique évidente. « Il y a trop de questions sans réponse », a déclaré un chef de village. Le dirigeant local (Ayorou) d'une organisation de défense des droits de l'homme a expliqué que les épisodes de fuite collective et la

grande liberté d'action dont semblent jouir les agresseurs ont créé un climat de méfiance entre les communautés « et même à l'égard de l'État ». En effet, beaucoup sont convaincus que « les bandits » (ce terme est employé dans la région, plutôt que « terroristes ») ont des espions et des complices au sein même du gouvernement central.

Un contraste apparaît clairement entre Ayorou et Abala. Les réponses pessimistes obtenues lors des entretiens, qui mettent l'accent sur la psychose et la méfiance, proviennent en grande majorité de répondants à Ayorou. Les répondants à Abala ont également présenté un sombre portrait de la situation, mais étaient comparativement plus optimistes pour l'avenir. Cet espoir se manifestait principalement par la satisfaction devant la reprise du commerce, événement dont le mérite reviendrait à l'initiative politique à la fois du maire adjoint d'Abala et du gouvernement central (en l'occurrence la Haute Autorité pour la consolidation de la paix). Le commerce, tel qu'il bat son plein sur le marché d'Abala, constitue le mécanisme pragmatique créateur d'interdépendance. Nous y avons rencontré, non sans surprise, un représentant du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), un groupe séparatiste touareg malien. C'était un négociant en bétail venu pour affaires et qui a insisté sur l'amitié entre les Touaregs Daoussahak et les Peuls (les deux principaux antagonistes du conflit armé local), même s'il a reconnu que quelques mois auparavant, il ne se serait pas senti en sécurité en venant au marché. Cependant, toutes les personnes interrogées ont insisté sur le fait qu'il fallait faire plus pour éviter que « la crise » ne prenne à nouveau de l'ampleur. Le travail de la HACP en particulier a été salué. L'institution semble disposer d'un système efficace d'alerte précoce dans la région, ce qui l'a aidée à empêcher un certain nombre de confrontations intercommunautaires. Mais ces initiatives et ces efforts ne semblent pas pouvoir toucher une population clé, la jeunesse radicalisée des communautés d'éleveurs peuls. Le message idéologique salafiste qui anime la colère de cette catégorie de la population est également attrayant pour les jeunes des autres communautés. Cependant, les jeunes Peuls (et les Touaregs dits « noirs » – voir la sous-section suivante) sont perçus comme étant les principaux extrémistes violents et ils demeurent insensibles aux attraits de l'interdépendance. Ce qui n'est guère étonnant, puisque leur radicalisation est due en grande partie à leurs difficultés à intégrer le système économique de la région.

L'interdépendance et l'État

Le contexte social de la zone de recherche est complexe. Sur les deux sites, on trouve cinq groupes ethniques, les Songhays-Zarmas et les Haoussas, qui sont des communautés agricoles, et les Peuls, les Touaregs et les Arabes, qui sont principalement des éleveurs. Toutes ces communautés possèdent du bétail et autres animaux et ont une activité commerciale. Chez les Peuls et les Touaregs, le clivage entre élites et « esclaves » est saisissant, même si l'esclavage est illégal au Niger. Il est également racialisé et la langue locale fait la distinction entre Touaregs « rouges » et « noirs », les premiers occupant le rang des élites et les seconds celui des asservis.

Des membres de tous les groupes ethniques ont été sondés sur les deux sites :

Site	Arabes	Haoussas	Peuls	Songhays-Zarmas	Touaregs	Total
Ayorou	12	03	24	34	30	103
Abala	07	23	27	20	23	100
Total	19	26	51	54	53	203

Dans le tableau, les statistiques qui importent sont celles qui permettent de distinguer les communautés de culture agricole et de culture pastorale. Ainsi, 61 % des personnes interrogées appartiennent à ce second groupe et 39 % au premier. Ces proportions, bien qu'elles soient apparues de manière fortuite (et peut-être précisément à cause de cela), sont révélatrices du poids des communautés dites pastorales dans la région, ces communautés étant les principaux acteurs de la situation de violence.

Lors de cette enquête, j'ai essayé de me faire une idée de ce qu'implique l'interdépendance entre communautés résidentes, ainsi que de la manière dont l'État est perçu. Cette enquête, réalisée un jour de marché, sur un seul site⁶, n'est pas un sondage scientifique, chose qui n'était pas réalisable dans les circonstances du moment. Toutefois, si ses résultats ne constituent pas une véritable prise de mesure, ils permettent de mettre en lumière une opinion générale sous la forme d'un instantané qui se révèle utile une fois

⁶ Plus précisément, dans chacun des deux districts, les enquêtes ont été menées dans un seul site. Nous avons demandé aux répondants d'où ils venaient.

contextualisé. Puisqu'il ne s'agit pas ici d'une prise de mesure, je n'utiliserai pas les données chiffrées pour analyser les résultats, mais me référerai plutôt aux schémas auxquels ils renvoient lorsqu'ils sont mis en contexte.

Les schémas qui se dégagent de l'enquête indiquent, dans l'ensemble, que le sentiment d'interdépendance est fort entre toutes les communautés, à l'exception des Touaregs et des Peuls, et qu'il tend à être affaibli ou ébranlé par la division sociale au sein des communautés pastorales. Ceci est mis en évidence dans les conflits qui opposent les « élites » et les « esclaves » chez les Touaregs et les Peuls. Ces conflits illustrent clairement le fait de l'échec de l'interdépendance qui engendre la radicalisation. Le parfait exemple est celui d'Inates, une localité du département d'Ayorou où, à la mi-décembre 2019, une attaque contre l'armée nigérienne a été particulièrement meurtrière. En tant que localité touarègue, Inates, est dotée d'une chefferie dirigée par des Touaregs « rouges » de haut rang, tandis que la majorité de la communauté locale est constituée de Touaregs « noirs », qui n'apprécient pas la domination, teintée de condescendance et de racisme (et de violence⁷), des « Rouges ». À Inates, la lutte entre pouvoir traditionnel et légitimité démocratique a conduit à une scission autour du statut social au sein de l'autorité locale. Alors que le chef reste un Touareg « rouge », le maire est un Touareg « noir ». Deux chefs d'Inates – un père et un fils – furent assassinés successivement en avril et juillet 2019, tandis que la totalité du bétail du maire (plus de 800 têtes) – et dans ce contexte, le bétail est un capital – fut volée par une bande armée au prix de plusieurs morts. Inates constitue un vivier de recrutement d'extrémistes violents, dont beaucoup sont réceptifs à la critique radicale à l'encontre des formes traditionnelles de domination, qui sont vues comme approuvées par l'État. Dans cette région, le HACP, perçue comme étant « du côté des chefs (et des élites) », n'est pas accueillie et appréciée aussi bien qu'à Abala, par exemple.

⁷ Lors d'un entretien, un élu d'Inates et Touareg « noir », a dit à propos des « Rouges » : « Ce sont des gens qui tuaient et pillaient à leur guise et ne pensaient pas que la même chose pouvait leur arriver. » Les traces de cette violence appartiennent à l'histoire orale et n'ont pas fait l'objet de recherches par des universitaires ou des journalistes. Cela n'est donc pas vérifié, mais n'est pour autant pas invraisemblable.

L'exemple d'Inates suggère *a contrario* que l'interdépendance mène à la modération lorsqu'elle est fondée sur l'égalité et non sur une culture de l'inégalité⁸. Ainsi, dans le cas des relations intercommunautaires dans les champs et sur le marché, où existe une égalité pragmatique, le schéma généralement à l'œuvre est celui d'une forte interdépendance. Celle-ci est matérialisée de façon diamétralement opposée, par d'un côté les Haoussas, qui semblent entretenir les meilleures relations avec toutes les communautés, et de l'autre les Peuls, qui sont peut-être la population ayant le moins de relations positives avec l'ensemble des communautés. Le cas des Haoussas peut s'expliquer par certains traits de leur communauté, notamment un engagement plus marqué vis-à-vis du commerce et des services et le fait que leur société repose moins sur la hiérarchie par groupes de statut et les tabous que d'autres. Le cas des Peuls peut faire apparaître deux éléments d'explication divergents : d'une part, il pourrait indiquer que les Peuls sont marginalisés, ce qui participerait alors à expliquer leur radicalisation ; mais d'autre part, il souligne peut-être que la perception selon laquelle ils sont aujourd'hui les principaux auteurs d'actes violents dans la région a abouti à leur plus grande marginalisation.

Quoi qu'il en soit, c'est surtout avec les Touaregs, et en fait, les Touaregs « rouges », que les Peuls semblent avoir les relations les plus dégradées. Pourtant, les données extraites des entretiens indiquent également que, lors de certains actes de violence, les groupes de Peuls s'allient parfois à des groupes de Touaregs, y compris Daoussahak. Cela met en avant une situation que je n'ai pas pu éclaircir, faute d'outils de recherche appropriés et de temps, et qui semble liée à la spécificité de la population peule dans la région. Les Peuls de cette région ne constituent pas un groupe homogène. Ils sont divisés en plusieurs communautés qui portent le nom des lieux d'origine qu'ils revendiquent et qui sont parfois éloignés de la région frontalière. Par exemple, les Gandakobé Jaalgobés viennent du district de Téra, à la frontière du Burkina Faso, à plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest ; les Adrawa

⁸ Dans cette culture, les élites croient que l'esclavage est ordonné par Dieu. Ainsi, lorsqu'un raid aérien français a tué des insurgés touaregs « noirs », ils ont vu dans cet événement non pas le résultat d'une « action antiterroriste », comme le pensaient les Français, mais la punition de Dieu pour la « trahison des esclaves » (interview d'un élu local à Inates).

RETROUVER L'ÉQUILIBRE À LA FRONTIÈRE ENTRE LE NIGER ET LE MALI

Gorgabés, l'Adar (Ader), une région située à plusieurs centaines de kilomètres à l'est ; les Doubankobé Gobirankobés, du Gobir, qui est encore plus éloignée que l'Adar, au sud-est. Il y en a plusieurs autres. Ces différents groupes ne sont pas en accord sur tout et peuvent avoir des intérêts différents et des alliances avec d'autres communautés. Ainsi, le groupe considéré comme le plus engagé dans l'extrémisme violent, les Tolébés, s'attaque à d'autres groupes peuls dans le contexte du Jihad.

Le contraste entre Ayorou et Abala confirme l'hypothèse selon laquelle une interdépendance faible ou altérée engendre moins de modération et des risques de violence plus élevés. Mais cette situation est également étroitement liée aux perceptions dominantes sur l'économie et l'État. Sur ces deux points, le décalage entre les deux sites demeure. Ainsi, sur la question de la situation économique dans leurs districts, les répondants d'Abala se sont montrés beaucoup plus optimistes que ceux d'Ayorou :

État de l'économie	Ayorou	Abala	Total
Plutôt bon	12	49	61
Plutôt mauvais	79	39	118
Pas de réponse	9	12	21
Total	100	100	200

163

La plupart des répondants à Ayorou (plus de 80 %) sont insatisfaits de la politique gouvernementale en matière d'éducation, de santé et de justice, tandis qu'à Abala, la grande majorité (environ 60 %) en est satisfaite. À Ayorou, les personnes interrogées se sont surtout plaintes du secteur de la justice (43 %) et à Abala, de celui de l'éducation (40 %). Ces deux secteurs sont fortement liés à la proximité avec l'État, puisque l'éducation scolaire mène souvent à servir l'État et que la justice est le secteur clé où l'intervention de l'État est requise afin de résoudre les problèmes qui alimentent le conflit.

À la question concernant la gouvernance de l'État/le service public, le gouverneur est le moins bien classé (sans doute parce qu'il s'agit d'une autorité lointaine), tandis que les imams sont les mieux classés à Ayorou et les chefs de village à Abala. Un contraste éloquent est celui de la gendarmerie, figure centrale de la sécurité publique dans les campagnes et les petites villes, qui est nettement

plus appréciée à Abala (22 réponses positives) qu'à Ayorou (8 réponses positives). Les maires et le HACP s'en tirent également relativement bien. Mais, globalement, aucune figure d'autorité n'a atteint un score de réponses positives de 50 (le taux le plus élevé étant celui des imams à Ayorou). Cela suggère que la gouvernance de l'État/le service public causerait plus de frustration que de satisfaction.

Là encore, ces données ne donnent pas vraiment matière à conclusion. En tout cas, elles reflètent une réalité qui ne se limite pas à cette partie du Niger et revêt une ampleur toute particulière seulement en raison des conflits qui y font rage. Ainsi, les enquêtes menées à grande échelle par Afrobaromètre enregistrent des taux similaires de frustration et de satisfaction à l'égard du travail du gouvernement dans tout le pays, même si le sentiment d'une insécurité physique et son incidence sont beaucoup moins présents dans les autres régions⁹. Afin de comprendre les conditions à l'œuvre et la signification des particularités de la région, nous devons adopter un point de vue plus large sur les changements à l'origine de la situation actuelle.

164

Les sources de la colère

On peut décrire les changements survenus dans la zone frontalière sous la forme de deux vagues. La première vague remonte à l'époque coloniale. Le colonialisme mit fin alors une forme d'organisation unifiée qui s'étendait du sud de Tombouctou jusqu'aux districts où se trouvent Ayorou, Abala, Bani-Bangou et ainsi qu'aux zones situées juste au sud de ces villes, donc au-delà de l'actuelle frontière entre le Mali et le Niger. Ce fut l'hégémonie de la noblesse des Touaregs Williminden qui impressionna le premier explorateur militaire français de la région, Émile Hourst et l'incita à appeler la région « pays des Touaregs ». Le premier livre français sur la colonie du Niger, également écrit par un militaire, présentait les principaux agriculteurs de la région, les Songhays, comme méritant d'être subjugués¹⁰.

⁹ Voir <<http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Summary%20of%20results/ngr-r6-sor.pdf>>.

¹⁰ É. Hourst, 1898 ; M. Abadie, 192 ; voir également J.-P. Olivier de Sardan, 1984.

Mais le colonialisme français avait besoin de main-d'œuvre et d'impôts, ce qui était plus facile à obtenir de la part des agriculteurs que de péripatétiques seigneurs de la guerre. L'autorité de ces derniers fut donc brisée et c'est ainsi que, dans les années 1930, les communautés agricoles ont commencé à s'étendre vers le nord. C'est à cette période que les Zarmas fondèrent Bani-Bangou et les Haoussas, Abala. De nombreuses revendications concernant la propriété des terres autour d'Ayorou remontent également à cette période. Par exemple les chefs touaregs affirment que les terres leur ont été données par les ancêtres des chefs (Songhays) d'Ayorou, qui eux contestent, en laissant entendre que les terres ont en fait été extorquées et doivent être restituées à leurs propriétaires légitimes.

Cette première vague de changement constitue la racine d'une bonne part de la violence touarègue qui, si nous n'y prenons pas garde, semble gratuite, comme je l'indiquais plus haut. En effet, nombreux sont les membres de l'élite touarègue qui se souviennent de cette période comme de celle où les Français substituèrent leur propre système de racket de protection au leur et élevèrent finalement les « races inférieures » des Zarmas et des Haoussas, destinées à être esclaves selon la volonté de Dieu, à un rang de commandement. Cette subversion de « l'ordre naturel » fut intolérable à leurs yeux¹¹. Ce passé refait surface dans les entretiens menés dans le contexte de cette étude. Lorsqu'ils pillaient le bétail, les maraudeurs touaregs appelaient cela un impôt, en référence à cette idée que le pays leur appartenait. Le mot employé est *jangal* (un mot peul pour désigner l'impôt sur le bétail) et non *zakkat* (impôt islamique). Selon une personne interrogée, ces agissements sont devenus plus flagrants au cours des rébellions touarègues des années 1990, qui revendiquaient alors la région comme faisant partie du « pays touareg ». Un ancien milicien peul que j'ai interrogé dans le cadre d'une autre étude (juin 2019) déclara que dans les années 1980, ces agissements ne se produisirent qu'au sein du territoire malien, en partie parce que l'homme fort de l'époque au Niger, le général Seyni Kountché, eut la volonté et la capacité de protéger la frontière. Cette personne donna également

¹¹ Témoignage d'une journaliste du *New York Times* qui travaillait sur un article sur la rébellion qui sévissait dans la région d'Agadez en 2007. Les hommes touaregs interrogés par le journaliste soutenaient la rébellion, mais étaient originaires de la région frontalière entre le Niger et le Mali, et non d'Agadez.

une explication « matérielle » à ce qu'elle considérait comme du banditisme, c'est-à-dire le fait que les forces de l'ordre du Mali, dans ce qui est un avant-poste reculé du point de vue de Bamako, se seraient senti libre de participer au pillage, parce que le bétail nigérien volé se vendait un bon prix sur les marchés du sud du Mali. (Des entretiens menés à Bamako en juillet 2019 ont confirmé ce détail). Il souligna également que les Peuls, eux aussi, adoptèrent un comportement similaire, d'abord en guise de représailles et ensuite parce que certains y avaient pris goût.

La rébellion du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le mouvement séparatiste touareg malien qui déclencha les guerres en 2012, fut en tout cas considérée comme une menace directe par beaucoup au sein de l'élite peule locale. L'objectif affiché du MNLA était de faire revivre l'ancien « pays touareg », ce qui ne pouvait se faire qu'au détriment des autres groupes de la région. Ses premières victoires inquiétèrent surtout les Peuls de la zone frontalière, les conduisant à rejoindre le groupe djihadiste dominé par les Peuls, le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui connut un très grand afflux de combattants peuls en provenance de la frontière entre le Mali et le Niger en 2012-2013. Plus tard, le soutien militaire français affiché auprès de certaines milices touarègues séparatistes (MSA et le Groupe autodéfense touareg imghad et alliés, ou GATIA)¹², qui ne donna pas l'impression d'être contrebalancé par les gouvernements de Niamey et de Bamako, renforça davantage l'alliance des Peuls avec les djihadistes.

La deuxième vague de changement importante pour cette analyse se produisit dans les années 1990. Pendant l'ère coloniale et postcoloniale, les gouvernements s'appuyèrent sur une réinvention du système chefférial pour maintenir la paix dans les zones rurales. Mais la démocratisation, en 1991, remit en cause le statut des chefs. Si, dans de nombreuses régions du pays, ce changement poussa les chefs à trouver un *modus vivendi* avec des élus locaux qui ne se sentaient pas nécessairement redevables à leur égard, dans les zones agropastorales, il a pu parfois entraîner la révolte de ceux

¹² L'histoire rapportée ci-dessus suggère que la première impression favorable que les militaires français avaient eue dès leur arrivée dans la région, à propos de la valeur militaire des Touaregs, est restée d'actualité, ou en tout cas l'était encore au début des années 2010.

qui souffraient de la stigmatisation et même, dans certains cas, des réalités d'une condition d'asservi.

Soutenues notamment par une association nationale, Timidria (« solidarité », en tamashaq, la langue touarègue), fondée en 1991, c'est-à-dire dès l'adoption de la démocratie comme nouveau régime au Niger, les classes subalternes remportèrent rapidement plusieurs victoires qui menacèrent le statut des élites, en particulier chez les Touaregs. Ainsi, par exemple, dans la région de Tahoua, les Touaregs dits « noirs » tournèrent le système de chefferies à leur avantage, en sollicitant la création de nouvelles chefferies dirigées par des « Noirs » et qui privèrent alors les anciennes chefferies d'une bonne part de leurs administrés. Nous avons vu qu'à Inates, la *timidria* entre Touaregs « noirs » leur permit d'obtenir le contrôle de la municipalité, c'est-à-dire de la véritable autorité locale dans le contexte démocratique. La révolution sociale induite par ce changement a pu provoquer la violence et a certainement nourri l'amertume au sein de l'élite touarègue. Cependant, au début des années 2010, ils furent rassurés par le gouvernement du Niger, sous la présidence de Mahamadou Issoufou, qui se fit un devoir d'ouvrir largement les portes de l'État à l'élite touarègue. Ainsi, depuis 2011, le Premier ministre est un homme politique touareg issu de l'élite dirigeante traditionnelle de la région d'Agadez et plusieurs hautes fonctions de l'État ont été occupées par des personnes ayant un profil identique. Mais cela donna le sentiment aux Touaregs « noirs », d'être lésés par le gouvernement central qui aurait tendance à se ranger du côté des élites ; au niveau local, une impression semblable se développa, apportant une certaine satisfaction, au sein de l'élite touarègue. De cette façon, la division sociale s'intensifiait sous le radar dans toutes les régions agropastorales.

Ces faits nouveaux ne mènent pas nécessairement à la violence, et les autres parties du Sahel-Sahara nigérien ne furent pas perturbés¹³. Dans la région frontalière, cependant, les communautés résidentes furent dépassées par les situations d'urgence créées par l'enchevêtrement des conflits qui avaient plongé le nord du Mali

¹³ Il est cependant probable que la défaite précoce du MNLA aux mains des groupes dits djihadistes au Mali a contribué à endiguer l'expansion de la violence au Niger. Il est fort probable qu'un succès du MNLA dans le nord du Mali aurait conduit à des mouvements similaires dans certaines parties des régions sahélo-sahariennes du Niger.

dans une guerre insurrectionnelle. Au sein des communautés les plus divisées – c'est-à-dire les Touaregs et les Peuls – les gens durent notamment choisir un camp, et beaucoup parmi les Touaregs « noirs » se retournèrent contre l'État du Niger qui semblait se ranger du côté de leurs oppresseurs.

Conclusion : à propos de l'équilibre

L'analyse contextuelle présentée dans cet article a permis de montrer que même si l'équilibre de la région était devenu très précaire au début des années 2010, il ne se serait peut-être pas effondré sans les guerres du MNLA et du djihadisme dans le nord du Mali. Ces guerres apportèrent dans la région frontalière de nouveaux schémas de violence qui aboutirent à un sentiment de désarroi et de confusion, la « psychose » décrite plus haut dans cet article. Ainsi, la violence armée de personnes reléguées aux échelons inférieurs de la hiérarchie traditionnelle est un phénomène nouveau, qui explique en partie les événements décrits par une personne interrogée, qui faisait ainsi allusion à l'assassinat des chefs traditionnels. La violence armée au nom du djihad est également nouvelle, bien qu'elle adhère souvent à de vieux schémas, comme l'appropriation sous la menace du bétail d'autrui, à quoi l'on donne cette fois le nom de la taxe islamique, *zakkat*. Les nouveaux acteurs mobilisent des gens nourrissant des grifs anciens, à l'aide d'un discours idéologique qui mêle le rigorisme salafiste à la traditionnelle critique sociale islamique. Si la plupart des nouvelles recrues sont de jeunes Peuls et Touaregs « noirs », les membres d'autres communautés, celles des agriculteurs y compris, sont également attirés, bien qu'en nombre beaucoup plus limité, selon les observations ou les opinions locales. En outre, la violence opportuniste et les maraudes se développent grâce à la disponibilité accrue des armes à feu, ce qui entraîne une augmentation des vols de bétail et autres formes de criminalité. Cela génère des conditions de désordre et d'anomie dans lesquelles il est difficile d'élaborer une réponse politique cohérente.

Cependant, le contraste observé entre Ayorou et Abala suggère que la réalité de l'interdépendance économique peut atténuer la gravité du conflit. À Abala, il s'est avéré possible de mettre en œuvre une politique prenant en compte cette réalité et d'améliorer la situation au point que des ennemis commercent désormais

RETROUVER L'ÉQUILIBRE À LA FRONTIÈRE ENTRE LE NIGER ET LE MALI

entre eux au marché. À Ayorou, les griefs légitimes des Touaregs « noirs » doivent être pris en considération avant tout processus de « déradicalisation ». En particulier, l'idée d'une interdépendance fondée sur des rapports de servitude doit devenir chose du passé.

Afin d'œuvrer au rétablissement des conditions de l'équilibre, il est également nécessaire d'améliorer l'interaction des mécanismes institutionnels. À Abala, la situation de la violence s'est apaisée – en comparaison – parce que les deux mécanismes institutionnels clés à l'œuvre pour le maintien de l'équilibre dans les zones rurales, les élus locaux – l'adjoint au maire en particulier – et les autorités traditionnelles étaient sur la même longueur d'onde, et la gendarmerie a été plus performante et a donc pu remplir le rôle de soutien attendu. À Inates, nous avons vu que les élus locaux et les autorités traditionnelles sont pour le moins à couteaux tirés. Par conséquent, la coopération institutionnelle telle qu'elle existe à Abala y est impossible et nous assistons en fait à un conflit institutionnel. Au-delà de l'intervention militaire, de tels faits doivent être pris en compte et orienter une intervention politique.

169

Bibliographie

- Abadie M., *La Colonie du Niger : Afrique centrale*, Paris : Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1927.
- Alou M. T. « La Chefferie au Niger et ses transformations », Niamey : LASDEL, 2009.
- Hahonou E. K., « Les pouvoirs locaux à Balleyara », Niamey : LASDEL, 2002.
- Hourst É. *La Mission Hourst sur le Niger et au pays des Touareg*, Paris : Plon, 1898.
- Mohamadou A. « Foncier, pouvoirs locaux et décentralisation dans le département de Dakoro (Niger) », in *Bulletin de l'APAD*, 31-32, pp. 105-136, 2010.
- Molenaar F. et al., « The Status Quo Defied : the legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya », Clingendael Institute : La Haye, 2019.
- Olivier de Sardan J.-P., *Les Sociétés songhay-zarma, Niger-Mali : chefs, guerriers, esclaves, paysans*, Paris : Karthala, 1984.
- Oumarou H., « La Construction du « local » et la gouvernance communale par le bas. L'exemple de la commune rurale de Banibangou (Niger) », Niamey : LASDEL, 2011.
- Rhissa Z., « Revue du secteur de l'élevage au Niger », FAO/SWF, 2010.
- Younoussi I., « Les Pouvoirs locaux à Tillabéri », Niamey : LASDEL, 2007.

Résumé:

Cet article examine le conflit des trois frontières au Sahel central, à partir de la situation particulière des deux départements du Niger – Ayorou et Abala – les plus touchés. La thèse proposée est celle d'un ancien équilibre précaire, mais réel reposant sur l'interdépendance des communautés résidentes pour ce qui est de leur subsistance. Bien que les causes de conflit aient toujours existé et aient pu s'aggraver au cours des ans, l'interdépendance préservait un degré de modération suffisant pour empêcher que les conflits ne deviennent endémiques. Cependant, les guerres qui ont éclaté au Nord-Mali ont rompu ce fragile équilibre. En particulier, elles ont mis à vif les tensions sociopolitiques à l'œuvre dans la société touarègue locale et les tensions géopolitiques opposant Peuls et Touaregs. Les interventions extérieures ont souvent jeté de l'huile sur le feu. Mais la comparaison Ayorou-Abala indique qu'il n'y a pas de fatalité.

Traduction de l'anglais : Andréa Isambourg